

COMMUNE DE SAINT LOUIS

**ARRETE PRESCRIVANT L'OUVERTURE D'UNE ENQUETE PUBLIQUE CONCERNANT:
L'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2aust à la Rivière.**N° *265* 2019

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT LOUIS,

Vu la loi n°83-630 du 12 Juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ,
Vu la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000,
Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.153-19 et s.R.153-8 et s. ,
Vu le code Général de l'environnement et notamment ses articles L123-1 à L123-19 et R123-1 à R123-46,
Vu le décret n°85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi du 12 juillet susvisée,
Vu le décret n°2001-260 du 27 mars 2001,
Vu la DCM n°9 du 09/01/2014 approuvant le projet du Plan Local d'Urbanisme,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de Saint-Louis approuvé par D.C.M n°50 en date du 11/03/2014
Vu la D.C.M. N°82 en date du 24/08/2018 approuvant la modification du Plan Local d'Urbanisme
Vu la décision N°E1900002/97 en date du 23/01/2019, de Monsieur le Président Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion relative à la désignation du Commissaire Enquêteur.
Vu les pièces du dossier de projet de modification du PLU soumis à enquête publique,

ARRETE

Article 1: Il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification du PLU de la commune de Saint-Louis du 15 Avril au 17 Mai 2019, soit 33 jours consécutifs.
Il s'agit de l'ouverture à l'urbanisation d'une zone 2aust située à la Rivière, afin de permettre la réalisation d'un projet de lotissement.

Article 2 : Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion a désigné Monsieur Jean-Pierre SCHIETTECATTE en qualité de commissaire enquêteur.

Article 3: Conformément à l'article L153-19 du code de l'urbanisme, l'autorité compétente pour conduire la procédure d'enquête publique et la personne responsable du projet de modification du PLU est Monsieur le Maire de la commune de Saint Louis.

Article 4: Le dossier de modification du PLU et les pièces qui l'accompagnent ainsi qu'un registre d'enquête à feuillets non mobiles, côté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie annexe de la Rivière et à la mairie de Saint-Louis, pendant la durée de l'enquête , du 15 Avril 2019 au 17 Mai 2019 inclus.

L'ensemble des pièces sera consultable, sur ces deux sites, pendant toute la durée de l'enquête (non compris les samedis, dimanches et jours fériés):

De 08H00 à 12H00 et de 13H00 à 16H00 du lundi au vendredi.

Le dossier d'enquête publique sera consultable en ligne durant toute la durée de l'enquête à l'adresse internet suivante: saintlouis.re

Chacun pourra prendre connaissance du dossier papier et consigner éventuellement ses observations sur les registres d'enquête ou les adresser :

par courrier au siège de l'enquête :

Mairie de Saint-Louis
A l'attention de Monsieur le commissaire Enquêteur
Enquête publique sur le projet de la modification du PLU
125, avenue du Dr Raymond Vergès
97450 Saint-Louis

Ou par mail à l'adresse suivante : modifplulariviere@mairie-saint-louis.re

Celle ci seront annexées et reportées dans le registre papier du siège de l'enquête publique dans les meilleurs délais.

Article 5 : Le commissaire enquêteur recevra à la mairie de la Rivière et à la mairie de Saint-Louis pendant la durée de l'enquête pour recueillir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- Le Lundi 15 Avril 2019 de 9h à 12h à la Mairie de la Rivière
- Le Mardi 23 Avril 2019 de 9h à 12h à la Mairie de Saint-Louis
- Le Vendredi 03 Mai 2019 de 13h à 16h à la Mairie de la Rivière
- Le Vendredi 10 Mai 2019 de 9h à 12h à la Mairie de Saint-louis
- Le Vendredi 17 Mai 2019 de 13h à 16h à la Mairie de la Rivière (clôture de l'enquête)

Article 6 : A l'expiration du délai d'enquête prévu à l'article 1, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur.,

L'ensemble des courriels et observations recueillis durant l'enquête seront annexés au registre d'enquête.

Le Commissaire Enquêteur disposera d'un délai d'un mois à compter du jour de la clôture de l'enquête pour transmettre au Maire de la commune de Saint-Louis les dossiers avec son rapport et, dans un document séparé, ses conclusions motivées.

Article 7 : Une copie du rapport et des conclusions motivées sera adressée au Président du Tribunal Administratif et au Préfet de la Réunion par le Commissaire Enquêteur.

Le rapport et les conclusions motivée du Commissaire Enquêteur seront tenus à la disposition du public à la Mairie annexe de la Rivière, aux jours et heures habituels d'ouvertures, pour une durée de 1an. Les personnes intéressées pourront en obtenir communication dans les conditions prévues au titre 1er de la loi du 17 juillet 1978 .

Article 8 : Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié quinze jours au moins avant le début de celle-ci et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département de la Réunion. Cet avis sera affiché a la mairie annexe de la Rivière et à la Mairie de Saint-Louis.

Une copie des avis publiés dans la presse sera annexée au dossier soumis à l'enquête , avant l'ouverture de l'enquête en ce qui concerne la première insertion , au cours de l'enquête , pour la seconde insertion.

Les affichages feront l'objet d'un certificat.

Article 9: Une copie du présent arrêté sera délivré à :

- M.le Président du Tribunal Administratif
- M. le Sous- Préfet de Saint-Pierre
- M. le Commissaire enquêteur

Fait à Saint-Louis, le 27 Mars 2013.

LE MAIRE

Patrick MALET



LE MAIRE,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans un délai de deux mois à compter de la présente publication.

